

## ÉLECTIONS A BÂLE-VILLE

# « Les clés de notre succès »

Premier écologiste élu au gouvernement collégial de Bâle-Ville où il siège depuis douze ans, Guy Morin exerce depuis 2009 la fonction de président du canton ancré à gauche. Après deux mandats, il ne se représente pas aux élections de dimanche et va se retirer de la politique à 60 ans, pour « faire autre chose avant la retraite ». Il nous livre son « testament ».

Propos recueillis par Adrien Dentz

Comment expliquez-vous la prospérité économique de Bâle ?

Bâle bénéficie d'un PIB [produit intérieur brut] de près de 170 000 CHF par habitant, c'est le plus élevé de Suisse. Et probablement aussi un des plus élevés au monde. Nous le devons au succès de notre économie qui a toujours été ouverte sur le reste du monde. Dès le Moyen Âge, Bâle a accueilli un concile et des humanistes comme Érasme, qui ont attiré des imprimeurs. Puis il y a eu la création de la première université en Suisse et des foires commerciales. Bâle s'est enrichie avec l'arrivée des réfugiés huguenots qui ont introduit la teinture sur soie, qui a donné naissance à la chimie, qui s'est reconvertie dans la pharmacie et les sciences de la vie, des secteurs qui résistent à la crise. Les assurances, les banques et la logistique sont les autres moteurs de l'économie.

Bâle ne connaît pas la crise ?

La crise financière de 2008 a moins touché Bâle. Sauf en 2003, il n'y a jamais eu de décroissance au cours des 20 dernières années. Nous avons toujours un taux de croissance supérieur de 1 % au reste de la Suisse. Notre économie a créé 20 000 nouveaux emplois au cours des dix dernières années – dont beaucoup d'emplois à très haute qualification contribuant à la compétitivité de nos entreprises.

Pas de souci, pas de problème ?

Les soucis sont liés à l'évolution de la situation politique en Europe avec une tendance au repli. C'est également le cas en Suisse, avec cette initiative contre l'immigration de masse. Le marché de l'emploi helvétique ne suffit pas. L'économie de Bâle doit pouvoir recruter sur le marché mondial. C'est un vrai souci.

« Pas de frein à l'embauche des frontaliers »

Nous avons aussi besoin des frontaliers. Ils sont 35 000 dans le canton et il ne faudrait pas qu'il y ait un frein à l'embauche. Nous pensons que la préférence cantonale préconisée par le conseil national est compatible avec la libre circulation en Europe. On est le canton suisse qui a le plus profité des accords bilatéraux avec l'Europe.

Vos adversaires de droite disent que l'économie bâloise est restée prospère non pas grâce à votre politique mais malgré le fait que le canton soit dirigé par une majorité rouge-verte...

C'est de la rhétorique de campagne électorale. Il n'y a pas de grande différence entre gauche ou droite pour les grandes décisions au sein de notre gouvernement collégial. On finit toujours par trouver un compromis. Par exemple, la réforme de la fiscalité des entreprises imposée par l'Union européenne a été adoptée à l'unanimité. On se dispute sur des détails, mais on ne touche pas aux conditions-cadre qui assurent notre succès. Ce sont des initiatives nationales de l'UDC qui créent souvent des problèmes.

Bâle s'est auto-proclamée capitale de la culture en Suisse...

On est reconnu comme tel en Suisse. En tant que président, je suis aussi ministre de la culture et de l'intégration. Comme pour l'économie, notre richesse culturelle remonte loin dans le passé, au temps où les marchands se sont mis à collectionner les œuvres d'art. Comme la famille Amersbach dont la collection, composée des portraits d'Érasme et du Christ de Holbein, a été rachetée en 1661 par la ville pour l'exposer au Kunstmuseum. Cela s'est poursuivi



Guy Morin dans son fauteuil de président, dans la salle de réunion du gouvernement de Bâle-Ville qui, comme le parlement cantonal, siège au Rathaus, l'imposant hôtel de ville de style Renaissance jouxtant la place du Marché. Au plafond de cette salle se trouve le blason de Mulhouse, ville associée à la Confédération jusqu'en 1798.

Photo L'Alsace/Thierry Gachon

au XX<sup>e</sup> siècle avec une autre collection, celle de Beyeler. Nous avons 40 musées, petits et grands, un théâtre, un ballet, plusieurs orchestres et la foire Art Basel. L'offre culturelle contribue à l'attractivité de la ville.

Vous êtes aussi le président en exercice de la Conférence trinationale du Rhin supérieur. Quel regard portez-vous sur les relations transfrontalières ?

C'est un souci. Des barrières se lèvent aux frontières. L'Allemagne est accablée par le problème des migrants. En France, la création de la région Grand Est change la donne avec l'AL-

sace où l'écart économique avec le Pays de Bade et la Suisse du nord-ouest se creuse.

« Il faut préserver le statut binational de l'EuroAirport »

Le statut fiscal de l'EuroAirport est une grande préoccupation. Le principe de territorialité doit jouer, cela je le comprends, mais il ne faut pas remettre en question le modèle. Il faut préserver le statut binational, avec un cadre juridique rassurant pour les entreprises qui veulent investir. On est d'accord sur les grandes lignes mais il reste des détails à régler. L'aé-

roport est un élément fondamental de notre accessibilité, un atout considérable qu'il ne faut pas remettre en question.

Quels souhaits exprimeriez-vous en guise de testament politique ?

Nous devons prendre garde à la fracture sociale. Les écarts se creusent chez nous aussi. Les salaires élevés progressent mais les bas salaires ne bougent pas ou baissent. Tout le monde ne profite pas de la globalisation. Cela risque de créer des tensions sociales. En tant que Vert, je suis très concerné par le réchauffement climatique. Nous sommes une

### Un profil atypique

Le parcours politique de Guy Morin est atypique. Issu d'une famille romande de Neuchâtel venue à Bâle pour travailler dans la chimie, ce médecin de profession se retire de la vie politique à 60 ans alors qu'il était assuré d'être réélu à la présidence du canton, un nouveau poste créé en 2009. Militant antinucléaire et pacifiste, il a fait de la prison, en semi-détention, pour avoir refusé de faire le service militaire. Cela ne l'a pas empêché de devenir ministre de la Justice en 2004, lors de son entrée triomphale au gouvernement de Bâle-Ville. Parfaitement bilingue, il joue le rôle de trait d'union entre les germanophones et les francophones au sein de la Conférence trinationale du Rhin supérieur dont il est le président en exercice. Mélomane, il joue régulièrement de l'orgue le lundi matin à la cathédrale de Bâle.

ville riche qui a le devoir de soutenir les énergies renouvelables. Nous sommes contre le nucléaire, c'est écrit dans la constitution du canton. Nous soutenons l'initiative des Verts pour la sortie du nucléaire au plus tard en 2029, qui sera soumise au peuple suisse le 27 novembre. Troisième souhait : avant tout, Bâle doit rester ouverte au monde, à l'Europe. C'est la clé du succès.

**RENCONTRER** Le président du canton suisse de Bâle-Ville, Guy Morin, sera l'invité des Conférences Érasme mardi 25 octobre à 18 h 30, dans la salle d'honneur de la Société industrielle, place de la Bourse à Mulhouse.



Des panneaux électoraux devant l'hôtel de ville (Rathaus) de Bâle. Photo L'Alsace/Thierry Gachon

### Bâle en chiffres

- **Population** : le demi-canton de Bâle-Ville regroupe, sur une superficie de 37 km<sup>2</sup>, les communes de Bâle, Bettingen et Riehen. Il compte 198 000 habitants, dont 70 500 étrangers (35 %).
- **Finances** : le budget 2015 (3,8 milliards CHF) a été marqué par un excédent de 432 millions CHF et des recettes fiscales en hausse à 2,78 milliards CHF.

- **Économie** : les entreprises du canton emploient 197 000 salariés, dont 35 000 frontaliers français et allemands. Novartis et Roche, les deux géants de la pharmacie (20 000 emplois) génèrent un tiers du produit intérieur brut qui, avec 166 900 CHF par habitant, est le plus élevé en Suisse. Le taux de chômage s'élève à 3,7 % de la population active.

Bâle cultive aussi sa différence dans le paysage politique de la Suisse alémanique. C'est la seule grande ville de gauche. Une riche ville-état dirigée depuis 12 ans par une coalition rouge-verte scellée entre les socialistes, le premier parti aux dernières élections avec 30,7 % des suffrages, et les écologistes (11,8 %).

En fait, tout n'est pas différent. Comme dans les 25 autres cantons suisses et au conseil fédéral de Berne, le gouvernement bâlois est constitué de sept membres : trois socialistes, un vert et trois ministres issus des trois partis dits « bourgeois ».

La première force politique dans la

### Un duel ouvert

Après avoir fait barrage, en 2012, au SVP à Bâle, les trois partis « bourgeois » font cette fois liste commune avec le candidat de la droite populiste, Lorenz Nægelin. Ce dernier veut raviver le siège des écologistes. Sur ses affiches, il clame : « Ça suffit, moins d'impôts, moins d'étrangers ! »

Face au quatuor d'hommes de la droite, la coalition rouge-verte présente une liste de cinq candidats avec trois femmes. Une liste remaniée, car un des trois sortants, le président Vert Guy Morin, ne se représente pas (lire

ci-dessus). Il est remplacé par l'écologiste Elisabeth Ackermann, la présidente du parlement, qui brigue la présidence du canton.

Elle sera opposée à Baschi Dürr, le ministre de la Police et de la Justice, issu du parti radical (FDP). Le dernier sondage donne une avance de quatre points (41 % contre 37 %) au candidat de la droite. Baschi Dürr a été éclaboussé durant la campagne par un scandale. On a découvert que 23 hauts fonctionnaires de son départe-

ment utilisaient leur véhicule de fonction à titre privé, sans le déclarer comme avantage en nature. Un privilège mal vu par la population. Il faudra sans doute attendre le second tour, le 27 novembre, pour départager les deux camps.

Il n'y a pas de cumul de fonctions et pas de parité en Suisse. Les femmes ne représentent que 35 % des 763 candidats en lice pour les 100 sièges du parlement cantonal.

A. D.



Les sept membres du gouvernement de Bâle-Ville (de gauche à droite) : Baschi Dürr (FDP, police et justice), Christoph Brutschin (PS, économie, social et environnement), Eva Herzog (PS, finances, vice-présidente), Guy Morin (Vert, président), Christoph Eymann (LDP, éducation), Hans-Peter Wessels (PS, construction et transports) et Lukas Engelberger (CVP, santé).

DR